

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

DOSSIER N° : 19/TAB/3964

À annexer à toute promesse de vente ou, à défaut, à l'acte authentique de vente.



LOCALISATION DU OU DES BÂTIMENTS

Adresse : 9 avenue Léon Blum

Code Postal : 43100

Commune : BRIOUDE (France)

www.d-pro.fr



RÉSUMÉ DE L'EXPERTISE
N°19/TAB/3964 / BOUSCARLE Adrien

LOCALISATION DU OU DES BÂTIMENTS

Adresse : 9 avenue Léon Blum

CP et Commune : 43100 BRIOUDE (France),

Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles
sans démontage ni destruction

	PRESTATIONS	CONCLUSION	
	Amiante	Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.	



Cette page de synthèse ne peut être en aucun cas annexé à une promesse ou à un acte authentique de vente.
Seuls, les rapports dans leur intégralité peuvent être annexés à cette promesse ou à un acte authentique de vente

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

DOSSIER N° : 19/TAB/3964

LOCALISATION DU OU DES BÂTIMENTS

Adresse : 9 avenue Léon Blum

Code Postal : 43100

Commune : BRIOUDE (France)

RÉVISION	DATE	OBJET
REV 01	07/05/2019	Établissement du Dossier Technique

À CONSERVER MÊME APRÈS DESTRUCTION

N°SIREN : 2836874 | Compagnie d'assurance : QBE n° 031 0004934

SOMMAIRE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE À INTÉGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	3
LES CONCLUSIONS	5
1.1 – CONCLUSIONS PRÉSENCE OU NON D'AMIANTE (LISTE A ET LISTE B)	5
1.2 – OUVRAGE ET PARTIES D'OUVRAGE NON ACCESSIBLES	7
LE(S) LABORATOIRES D'ANALYSE(S)	7
LA MISSION DE REPÉRAGE	7
3.1 – L'OBJET DE LA MISSION	7
3.2 – LE CADRE DE LA MISSION	7
3.2.1 – L'INTITULÉ DE LA MISSION	7
3.2.2 – LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA MISSION	7
3.2.3 – L'OBJECTIF DE LA MISSION	7
3.2.4 – LE PROGRAMME DE REPÉRAGE DE LA MISSION RÉGLEMENTAIRE	8
3.2.5 – PROGRAMME DE REPÉRAGE COMPLÉMENTAIRE (LE CAS ÉCHÉANT)	11
3.2.6 – LE PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE EFFECTIF	11
CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE	17
4.1 – BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	17
4.2 – DATE D'EXÉCUTION DES VISITES DU REPÉRAGE IN SITU	17
4.3 – ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX ARRÊTÉS EN VIGUEUR	17
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE	19
5.1 – LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE A DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE, ÉTATS DE CONSERVATION, CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES (fiche de cotation)	19
ANNEXES	22
6.1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES OUVRAGES ET PARTIES D'OUVRAGES	23
6.2 – PLANS ET CROQUIS	27
6.3 – RAPPORTS D'ESSAIS DU LABORATOIRE	32
6.4 – CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS	34
6.5 – AUTRES DOCUMENTS - OBSERVATIONS	35
RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS PÉRIODIQUES	36
SUIVI DES TRAVAUX DE RETRAIT ET DE CONFINEMENT DE L'AMIANTE	38
FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	40
IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DÉTENTEUR ET DES MODALITÉS DE CONSULTATION DU DTA	41
RAPPORT DE REPÉRAGE	42
LISTE DES LOCAUX AYANT DONNÉS LIEU AU REPÉRAGE	44
IDENTIFICATION DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	45
4.1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	45
4.2 – Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	45

LES ÉVALUATIONS PÉRIODIQUES	46
5.1 – Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante *	46
5.2 – Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	46
TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES	46
6.1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	46
6.2 – Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	46
6.3 – Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	46
LES RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ	47
PLANS ET/OU PHOTOS ET/OU CROQUIS	49



1

RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE À INTÉGRER AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique)



RAPPORT N° : 19/TAB/3964

DATE(S) DE VISITE SUR SITE : 07/05/2019

RÉFÉRENCES ÉGLEMENTAIRES : Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habilitation, Articles L 1334-13, R 1334-20 et 21, R 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique, Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, Décret 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er juin 2015 et norme NF X 46-020.

ABSENCE



IMMEUBLE BÂTI VISITÉ

Rue : 9 avenue Léon Blum
 Bât, escalier, niveau, appartement n°, lot n° : Lot numéro Non communiqué,
 Code Postal : 43100
 Ville : BRIOUDE (France)

Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction
 Type de logement : Bureaux > 200 m²
 Fonction principale du bâtiment : Bureaux
 Date de construction : < 1997

LE PROPRIÉTAIRE

Nom : DDFIP HAUTE LOIRE
 Adresse : 17 rue des Moulins

Code Postal : 43000
 Ville : LE PUY EN VELAY (France)

LE COMMANDITAIRE

Nom : DDFIP HAUTE LOIRE
 Adresse : 17 rue des Moulins

Code Postal : 43000
 Ville : LE PUY EN VELAY (France)

LE(S) SIGNATAIRE(S)

	NOM et PRÉNOM	FONCTION	ORGANISME DE CERTIFICATION	DÉTAIL DE LA CERTIFICATION
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	BOUSCARLE Adrien	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX	Obtention : 03/08/2017 Échéance : 02/08/2022 N° de certification : 2489351
Personne(s) signataire(s) du rapport.	BOUSCARLE Adrien	Opérateur de repérage	BUREAU VERITAS CERTIFICATION France Le Guillaumet 92046 PARIS LA DEFENSE CEDEX	Obtention : 03/08/2017 Échéance : 02/08/2022 N° de certification : 2489351

Raison sociale de l'entreprise : Bouscarle Performance Habitat
 Numéro SIRET : 75283687400012
 Adresse : 17 rue des bleuets
 Code postal et Ville : 26200 Montélimar
 Désignation de la compagnie d'assurance : QBE
 Numéro de police et date de validité : 031 0004934 / 31.12.2018

Fait à : BRIOUDE

Le : 04/06/2019

SIGNATURE : BOUSCARLE Adrien

LE RAPPORT DE REPÉRAGE

Date d'émission du rapport de repérage : 07/05/2019, remis au propriétaire le 04/06/2019
 Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses.
 Pagination : le présent rapport, avec les annexes comprises, est constitué de 53 pages.

- 1 – LES CONCLUSIONS
 - 1.1 – CONCLUSION PRÉSENCE OU NON D’AMIANTE (LISTE A ET LISTE B)
 - 1.2 – OUVRAGE ET PARTIES D’OUVRAGE NON ACCESSIBLES
- 2 – LE(S) LABORATOIRE(S) D’ANALYSES
- 3 – LA MISSION DE REPÉRAGE
 - 3.1 – L’OBJET DE LA MISSION
 - 3.2 – LE CADRE DE LA MISSION
 - 3.2.1 – L’INTITULÉ DE LA MISSION
 - 3.2.2 – LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA MISSION
 - 3.2.3 – L’OBJECTIF DE LA MISSION
 - 3.2.4 – LE PROGRAMME DE REPÉRAGE DE LA MISSION RÉGLEMENTAIRE
 - 3.2.5 – PROGRAMME DE REPÉRAGE COMPLÉMENTAIRE (LE CAS ÉCHÉANT)
 - 3.2.6 – LE PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE EFFECTIF
- 4 – CONDITIONS DE RÉALISATION DE REPÉRAGE
 - 4.1 – BILAN DE L’ANALYSE DOCUMENTAIRE
 - 4.2 – DATE D’EXÉCUTION DES VISITES DU REPÉRAGE IN SITU
 - 4.3 – ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX ARRÊTÉS EN VIGUEUR
 - 4.4 – INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS SPÉCIFIQUES DU REPÉRAGE
- 5 – RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE
 - 5.1 – LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE A DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE, ÉTAT DE CONSERVATION, CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES (FICHE DE COTATION)
 - 5.2 – LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE B DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE, ÉTAT DE CONSERVATION, CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES (FICHE DE COTATION)
- 6 – ANNEXES

1

LES CONCLUSIONS

Avertissement : Les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l’amiante, notamment pour les cas de démolition d’immeuble. La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l’amiante avant démolition d’immeuble ou avant réalisation de travaux dans l’immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.

1.1 – CONCLUSIONS PRÉSENCE OU NON D’AMIANTE (LISTE A ET LISTE B)

1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l’article 3.2, il a été repéré :

- des matériaux et produits de la liste A ayant fait l’objet d’analyse, ne contenant pas d’amiante :

Panneau et plaque (Rez de jardin - Local électrique; Rez de jardin - Couloir; Rez de jardin - Bureau archive; Rez de jardin - Bureau 1; Rez de jardin - Bureau 2; Rez de jardin - Bureau 3; Rez de jardin - Salle informatique; Rez de chaussée - Trésorerie; Rez de chaussée - Bureau 4; Rez de chaussée - Bureau 5; Rez de chaussée - Bureau 6; Rez de chaussée - Bureau 7; Rez de chaussée - Réserve; Rez de chaussée - Bureau 8; 1er étage - Hall attente; 1er étage - Bureau 9; 1er étage - Archives 3; 1er étage - Bureau 10; 1er étage - Bureau 11; 1er étage - Bureau 12; 1er étage - Bureau 13; 1er étage - Bureau 14; 1er étage - Couloir 2; 2ème étage - Hall; 2ème étage - Bureau 15; 2ème étage - Bureau 16; 2ème étage - Bureau 17; 2ème étage - Bureau 18; 2ème étage - Bureau 19; 2ème étage - Bureau 20; 2ème étage - Salle Détente; 2ème étage - Couloir 3)

1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.



1.2 – OUVRAGE ET PARTIES D'OUVRAGE NON ACCESSIBLES

Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

OUVRAGES OU COMPOSANTS DE LA CONSTRUCTION	PARTIES D'OUVRAGES OU DE COMPOSANTS À INSPECTER OU À SONDER	MOTIF	INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES	MOTIF(S) NON RÉALISATION INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES
Néant				

2

LE(S) LABORATOIRES D'ANALYSE(S)

Raison sociale et nom de l'entreprise : Eurofins LEM
 Adresse : 20 rue du Kochersberg, BP 50047
 Code Postal : 67701
 Ville : Saverne
 N° de l'accréditation COFRAC : 1-1029 rév. 1 "

3

LA MISSION DE REPÉRAGE

3.1 – L'OBJET DE LA MISSION

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 – LE CADRE DE LA MISSION

3.2.1 – L'INTITULÉ DE LA MISSION

« Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti ».

3.2.2 – LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA MISSION

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu'« en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges ».

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, « l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code ».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 – L'OBJECTIF DE LA MISSION

Bouscarle Performance Habitat | 17 rue des bleuets 26200 Montélimar | Tél. : 04 75 50 06 72 - 06 89 56 46 12 -
 N°SIREN : 2836874 | Compagnie d'assurance : QBE n° 031 0004934

« Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique ».

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 – LE PROGRAMME DE REPÉRAGE DE LA MISSION RÉGLEMENTAIRE

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

EXTRAIT DE L'ANNEXE 13.9 (LISTE A ET B) DU CODE LA SANTÉ PUBLIQUE

LISTE A

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
Flocages, Calorifugeages, Faux Plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

LISTE B

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. PAROIS VERTICALES INTÉRIEURES	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement durs (plaques de menuiseries)
	Revetements durs (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton + plâtre)
Cloisons (légères et préfabriquées), Gaines et Coffres verticaux	Coffrage perdu
	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
2. PLANCHERS ET PLAFONDS	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gaines, et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sols
3. CONDUITS, CANALISATIONS ET ÉQUIPEMENTS INTÉRIEURS	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluide)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe feu
	Rebouchage
Portes Coupes feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
4. ÉLÉMENTS EXTÉRIEURS	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduits d'eaux pluviales et amiante ciment
	Conduits d'eaux usées en amiante ciment
	Conduits de fumée en amiante ciment

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

3.2.5 – PROGRAMME DE REPÉRAGE COMPLÉMENTAIRE (LE CAS ÉCHÉANT)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT AYANT ÉTÉ INSPECTÉ (DESCRIPTION)	SUR DEMANDE OU SUR INFORMATION
Néant		

3.2.6 – LE PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE EFFECTIF

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

LISTE DES PIÈCES VISITÉES :

Rez de jardin - Accès,
 Rez de jardin - Cage d'escalier,
 Rez de jardin - SAS,
 Rez de jardin - Archives,
 Rez de jardin - Garage,
 Rez de jardin - Archives 2,
 Rez de jardin - Chaufferie,
 Rez de jardin - Local électrique,
 Rez de jardin - Couloir,
 Rez de jardin - Bureau archive,
 Rez de jardin - Bureau 1,
 Rez de jardin - Bureau 2,
 Rez de jardin - Bureau 3,
 Rez de jardin - Salle informatique,
 Rez de jardin - Local technique,
 Rez de chaussée - SAS 2,
 Rez de chaussée - Hall accueil,
 Rez de chaussée - Accueil 1,
 Rez de chaussée - Trésorerie,
 Rez de chaussée - Bureau 4,
 Rez de chaussée - Bureau 5,
 Rez de chaussée - Bureau 6,
 Rez de chaussée - Bureau 7,
 Rez de chaussée - Toilettes 1,
 Rez de chaussée - Toilettes 2,
 Rez de chaussée - W.C 1,
 Rez de chaussée - W.C 2,
 Rez de chaussée - Réserve,
 Rez de chaussée - Cage d'escalier 2,

Rez de chaussée - Bureau 8,
 Rez de chaussée - Accueil 2,
 Rez de chaussée - Guichet,
 1er étage - Hall attente,
 1er étage - Bureau 9,
 1er étage - Archives 3,
 1er étage - Bureau 10,
 1er étage - Bureau 11,
 1er étage - Bureau 12,
 1er étage - Bureau 13,
 1er étage - Bureau 14,
 1er étage - Couloir 2,
 1er étage - Toilettes 3,
 1er étage - W.C 3,
 1er étage - W.C 4,
 1er étage - Cage d'escalier 3,
 2ème étage - Hall,
 2ème étage - Bureau 15,
 2ème étage - Bureau 16,
 2ème étage - Bureau 17,
 2ème étage - Bureau 18,
 2ème étage - Bureau 19,
 2ème étage - Bureau 20,
 2ème étage - Salle Détente,
 2ème étage - Couloir 3,
 2ème étage - Salle de réunion,
 2ème étage - Toilettes 4,
 2ème étage - W.C 5,
 2ème étage - W.C 6

Localisation	Description
Rez de jardin - Bureau 3	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de jardin - Bureau 2	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois

Localisation	Description
Rez de jardin - Bureau 1	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de jardin - Salle informatique	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de jardin - Bureau archive	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Hall accueil	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Accueil 1	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Trésorerie	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Bureau 4	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Bureau 5	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Bureau 6	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Bureau 7	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Bureau 8	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - Accueil 2	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois

Localisation	Description
Rez de chaussée - Guichet	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Hall attente	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 9	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Archives 3	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 10	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 11	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 12	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 13	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Bureau 14	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
1er étage - Couloir 2	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Hall	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Bureau 15	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois

Localisation	Description
2ème étage - Bureau 16	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Bureau 17	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Bureau 18	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Bureau 19	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Bureau 20	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Salle Détente	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
2ème étage - Couloir 3	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de jardin - Accès	Sol : Béton Mur : Béton et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre : Métal Porte : Métal
Rez de jardin - Cage d'escalier	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Métal
Rez de chaussée - Cage d'escalier 2	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Métal
1er étage - Cage d'escalier 3	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Métal
Rez de jardin - SAS	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Métal
Rez de jardin - Archives	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois

Localisation	Description
Rez de jardin - Garage	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois
Rez de jardin - Archives 2	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois
Rez de jardin - Local électrique	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois
Rez de jardin - Chauffage	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois
Rez de jardin - Couloir	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de jardin - Local technique	Sol : Béton Mur : Béton Plafond : Ciment Porte : Bois
Rez de chaussée - Toilettes 1	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
Rez de chaussée - Toilettes 2	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
Rez de chaussée - W.C 1	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
Rez de chaussée - W.C 2	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
1er étage - Toilettes 3	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
1er étage - W.C 3	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
1er étage - W.C 4	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
2ème étage - Salle de réunion	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
2ème étage - Toilettes 4	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois

Localisation	Description
2ème étage - W.C 5	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
2ème étage - W.C 6	Sol : Linoleum Mur : Plâtre et Faïence Plafond : Plâtre et Peinture Porte : Bois
Rez de chaussée - Réserve	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : dalles de faux-plafond Fenêtre : Métal Porte : Bois
Rez de chaussée - SAS 2	Sol : Carrelage Mur : Plâtre et Peinture Plafond : Plâtre et Peinture Fenêtre : Métal Porte : Métal



4 CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE

4.1 – BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

DOCUMENTS DEMANDÉS	DOCUMENTS REMIS
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 – DATE D'EXÉCUTION DES VISITES DU REPÉRAGE IN SITU

Date de la commande : 07/05/2019

Dates de visite de l'ensemble des locaux : 07/05/2019

Heure d'arrivée : 16 h 42

Durée du repérage : 01 h 00

4.3 – ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX ARRÊTÉS EN VIGUEUR

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 – INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS SPÉCIFIQUES DU REPÉRAGE

INFORMATIONS	MOTIF	PRÉCONISATIONS
Pièce(s) ou volume(s) non accessible(s) : Néant		
Le nombre de prélèvements a été : <input type="checkbox"/> RÉDUIT <input type="checkbox"/> AUGMENTÉ tel qu'indiqué en Annexe A pour chacun des matériaux et produits repérés.		
Des conditions existantes étaient susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des sondages (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc...)		
Des conditions existantes étaient susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc...)		

5 RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

5.1 – LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE A DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE, ÉTATS DE CONSERVATION, CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES (fiche de cotation)

LISTE A

LOCALISATION	IDENTIFIANT + DESCRIPTION	CONCLUSION (JUSTIFICATION)	ÉTAT DE CONSERVATION	OBLIGATIONS
--------------	---------------------------	-------------------------------	-------------------------	-------------



Rez de jardin - Local électrique; Rez de jardin - Couloir; Rez de jardin - Bureau archive; Rez de jardin - Bureau 1; Rez de jardin - Bureau 2; Rez de jardin - Bureau 3; Rez de jardin - Salle informatique; Rez de chaussée - Trésorerie; Rez de chaussée - Bureau 4; Rez de chaussée - Bureau 5; Rez de chaussée - Bureau 6; Rez de chaussée - Bureau 7; Rez de chaussée - Réserve; Rez de chaussée - Bureau 8; 1er étage - Hall attente; 1er étage - Bureau 9; 1er étage - Archives 3; 1er étage - Bureau 10; 1er étage - Bureau 11; 1er étage - Bureau 12; 1er étage - Bureau 13; 1er étage - Bureau 14; 1er étage - Couloir 2; 2ème étage - Hall; 2ème étage - Bureau 15; 2ème étage - Bureau 16; 2ème étage - Bureau 17; 2ème étage - Bureau 18; 2ème étage - Bureau 19; 2ème étage - Bureau 20; 2ème étage - Salle Détente; 2ème étage - Couloir 3	<u>Identifiant:</u> M001-P001 <u>Description:</u> Panneau et plaque	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)		
---	--	--	--	--

5.2 – LISTE DES MATÉRIAUX OU PRODUITS DE LA LISTE B DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE, ÉTATS DE CONSERVATION, CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES (fiche de cotation)**LISTE B**

LOCALISATION	IDENTIFIANT + DESCRIPTION	CONCLUSION (JUSTIFICATION)	ÉTAT DE CONSERVATION	PRÉCONISATIONS
Néant				



6**ANNEXES****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

SOMMAIRE ANNEXES**6.1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES OUVRAGES ET PARTIES D'OUVRAGES****6.2 – PLANS ET CROQUIS****6.3 – RAPPORTS D'ESSAIS DU LABORATOIRE****6.4 – CONSÉQUENCES RÉGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS****6.5 – DOCUMENTS ANNEXÉS AU PRÉSENT RAPPORT**

6.1 – FICHE D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES OUVRAGES ET PARTIES D'OUVRAGES

DATE DE PRELEVEMENT	IDENTIFIANT ET PRÉLEVEMENT	LOCALISATION	DESCRIPTION	CROQUIS OU PHOTOS	ETAT DE CONSERVATION	PRÉCONISATIONS
------------------------	-------------------------------	--------------	-------------	-------------------	-------------------------	----------------



07/05/2019	P001	Rez de jardin - Local électrique; Rez de jardin - Couloir; Rez de jardin - Bureau archive; Rez de jardin - Bureau 1; Rez de jardin - Bureau 2; Rez de jardin - Bureau 3; Rez de jardin - Salle informatique; Rez de chaussée - Trésorerie; Rez de chaussée - Bureau 4; Rez de chaussée - Bureau 5; Rez de chaussée - Bureau 6; Rez de chaussée - Bureau 7; Rez de chaussée - Réserve; Rez de chaussée - Bureau 8; 1er étage - Hall attente; 1er étage - Bureau 9; 1er étage - Archives 3; 1er étage - Bureau 10; 1er étage - Bureau 11; 1er étage - Bureau 12; 1er étage - Bureau 13; 1er étage - Bureau 14; 1er étage - Couloir 2; 2ème étage	<u>Identifiant:</u> M001-P001 <u>Description:</u> Panneau et plaque		Col_PrvtEtat_conservation
------------	------	---	--	---	---------------------------

Bouscarle Performance Habitat | 17 rue des bleuets 26200 Montélimar | Tél. 04 75 50 06 72 - 06 89 56 46 12 -
 N°SIREN : 2836874 | Compagnie d'assurance : QBE n° 081 0004934

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

FORT	MOYEN	FAIBLE
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

FORT	MOYEN	FAIBLE
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

RISQUE FAIBLE DE DÉGRADATION OU D'EXTENSION DE DÉGRADATION	RISQUE DE DÉGRADATION OU D'EXTENSION A TERME DE LA DÉGRADATION	RISQUE DE DÉGRADATION OU D'EXTENSION RAPIDE DE LA DÉGRADATION
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

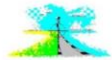
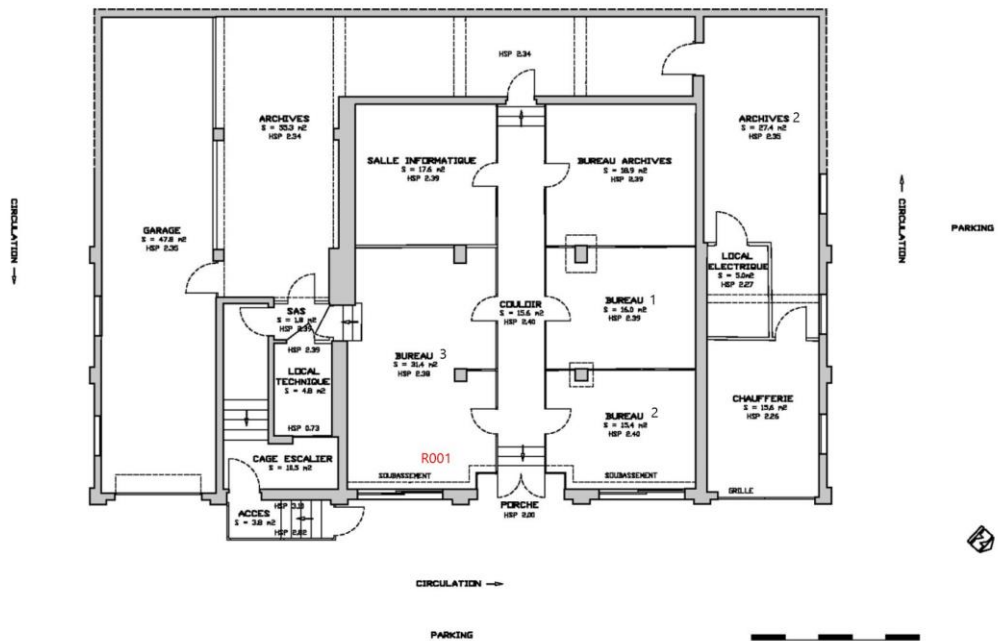
- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...



6.2 – PLANS ET CROQUIS

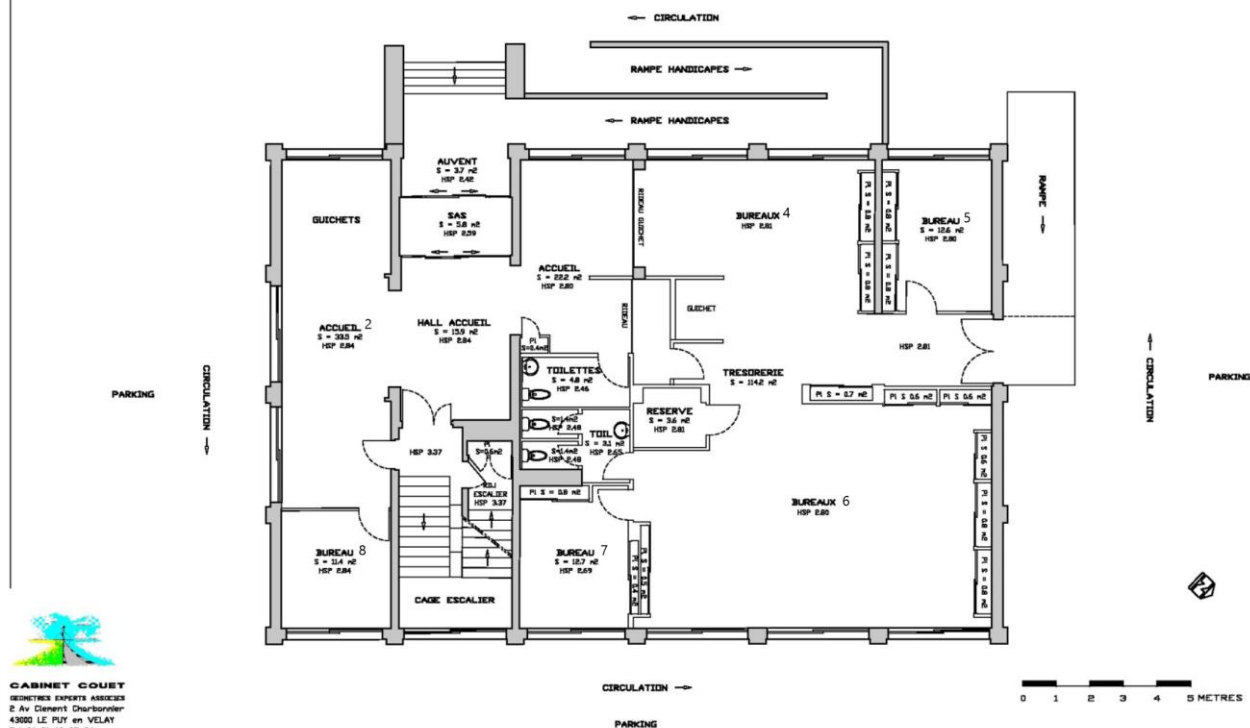
DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
 REZ DE JARDIN
 ECHELLE 1/100



CABINET COUET
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2, Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 07 94
 Fax 04 71 05 27 32
 E-Mail : lepuycouet@geometre-expert.fr
 SIÈGE SOCIAL, 50 Avenue des SCULPTES - 48000 MENDES

JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

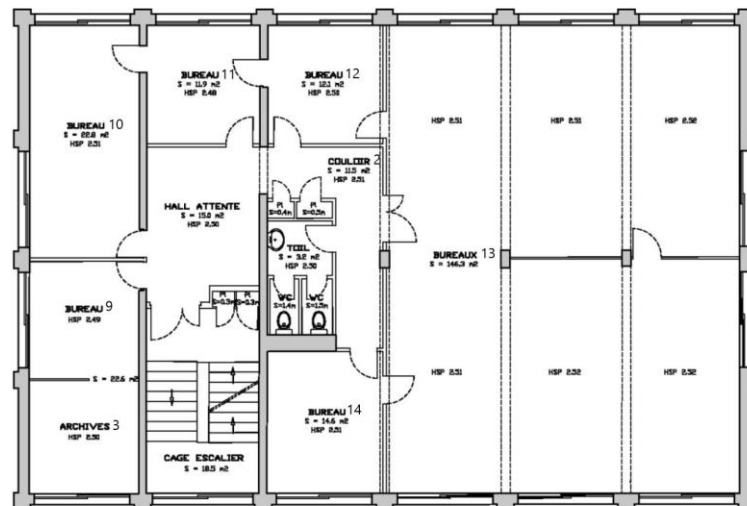
DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
REZ DE CHAUSSEE
 ECHELLE 1/100



CABINET COUET
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 36
 E-Mail : lepuycouet@geometres-experts.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 46000 MENDE

JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
ETAGE 1
ECHELLE 1/100

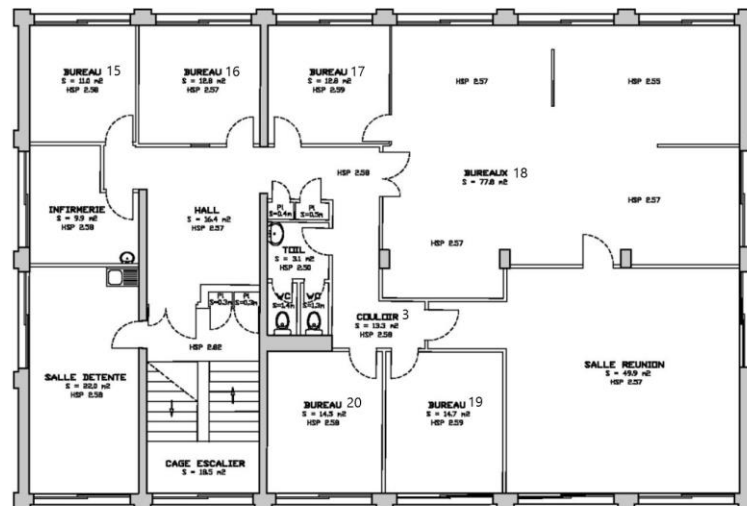


CABINET COUËT
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 36
 E-Mail : lepuycouet@geometre-expert.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 46000 MENDE

0 1 2 3 4 5 METRES

JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUE
ETAGE 2
 ECHELLE 1/100















CABINET COUËT
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 05 87 38
 E-Mail : lepuycouet@geometre-expert.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 48000 MENDE

0 1 2 3 4 5 METRES

JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : DDFIP HAUTE LOIRE Adresse du bien : 9 avenue Léon Blum 43100 BRIOUDE (France)
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

dPRO
 EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER

6.3 – RAPPORTS D'ESSAIS DU LABORATOIRE



Arteparc – Bât E – Route de la Côte d'Azur - CS 30012 -
 13590 MEYREUIL
 Tél : 04.42.12.11.20
 Fax : 04.42.26.69.58
 www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT041906-5257 EN DATE DU 18/06/2019

RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

BOUSCARLE PERFORMANCE HABITAT - DPRO
 M. Adrien BOUSCARLE
 17, rue des Bleuets
 26200 MONTELMAR

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0419-11153
 Echantillon ITGA : IT041906-5257
 Reçu au laboratoire le : 07/06/2019

Réf. Client : Les informations fournies par le client sont retranscrites dans le tableau ci-dessous.

Commande	19/TAB/3964
Dossier client	DDFTP HAUTE LOIRE - 9 AVENUE LEON BLUM - 43100 BRIOUDE (FRANCE)
Echantillon	19/TAB/3964/M001-P001 - Panneau et plaque - Rez de jardin - Local électrique ; Rez de jardin - Couloir ; Rez de jardin - Bureau archive ; Rez de jardin - Bureau 1 ; Rez de jardin - Bureau 2 ; Rez de jardin - Bureau 3 ; Rez de jardin - Salle informatique ; Rez de chaussée - Trésorerie ; Rez de chaussée - Bureau 4 ; Rez de chaussée - Bureau 5 ; Rez de chaussée - Bureau 6 ; Rez de chaussée - Bureau 7 ; Rez de chaussée - Réserve ; Rez de chaussée - Bureau 8 ; 1er étage - Hall attente ; 1er étage - Bureau 9 ; 1er étage - Archives 3 ; 1er étage - Bureau 10 ; 1er étage - Bureau 11 ; 1er étage - Bureau 12 ; 1er étage - Bureau 13 ; 1er étage - Bureau 14 ; 1er étage - Couloir 2 ; 2ème étage - Hall ; 2ème étage - Bureau 15 ; 2ème étage - Bureau 16 ; 2ème étage - Bureau 17 ; 2ème étage - Bureau 18 ; 2ème étage - Bureau 19 ; 2ème étage - Bureau 20 ; 2ème étage - Salle détente ; 2ème étage - Couloir 3
Description ITGA	Matériau fibreux jaune avec poussières

Préparation : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (1) - Broyage en milieu aqueux et récupération des particules sur grilles de microscopie (méthode interne : IT085)
 - (2) - Attaque chimique, broyage et récupération des particules sur grilles de microscopie (méthode interne : IT286)

Technique Analytique :

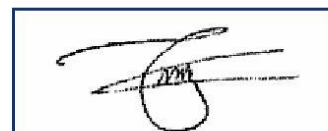
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Nombre de préparations
Matériau fibreux jaune avec poussières	META (1) le 18/06/2019	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Mylene VINCI - Analyste



La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire. Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 15

Page 1 / 1



6.4 – CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

6.5 – AUTRES DOCUMENTS - OBSERVATIONS



2

RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS PÉRIODIQUES

d·PRO

EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER

DATE DE LA VISITE	MATÉRIAUX	LOCALISATION	ÉTAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Évaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE LA VISITE	MATÉRIAUX	LOCALISATION	ÉTAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Évaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante



3

SUIVI DES TRAVAUX DE RETRAIT ET
DE CONFINEMENT DE L'AMIANTE

d·PRO
EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER

MATÉRIAUX	LOCALISATION	NATURE DES TRAVAUX	DATE DES TRAVAUX	ENTREPRISES INTERVENANTES	RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATÉRIAUX	LOCALISATION	NATURE DES TRAVAUX	DATE DES TRAVAUX	ENTREPRISES INTERVENANTES	RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATÉRIAUX	LOCALISATION	NATURE DES TRAVAUX	DATE DES TRAVAUX	ENTREPRISES INTERVENANTES	RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT

Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

dPRO
 EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER

4

FICHE RÉCAPITULATIVE DU
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

d·PRO
EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER



Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (D.T.A)

RÉFÉRENCE DU PRÉSENT D.T.A : 19/TAB/3964

NORME MÉTHODOLOGIQUE EMPLOYÉE : Norme AFNOR NFX 46-020

DATE DE CRÉATION : 04/06/2019

ABSENCE



HISTORIQUE DES DATES DE MISE À JOUR

RÉVISION	DATE	OBJET

Informations : cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés. Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1

IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DÉTENTEUR ET DES MODALITÉS DE CONSULTATION DU DTA

LE PROPRIÉTAIRE

Nom : DDFIP HAUTE LOIRE
 Adresse : 17 rue des Moulins
 Code Postal : 43000
 Ville : LE PUY EN VELAY (France)

L'ÉTABLISSEMENT

Adresse : 9 avenue Léon Blum
 Code Postal : 43100
 Ville : BRIOUDE (France)
 Désignation et situation du ou des lots de copropriété :
 Lot numéro Non communiqué,
 Périmètre de repérage : Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction
 Date de construction : < 1997
 Fonction principale du bâtiment : Bureaux

DÉSIGNATION DE LA PERSONNE DÉTENANT LE DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE (D.T.A)

Nom et Prénom : DDFIP HAUTE LOIRE
 Fonction :
 Service :
 Adresse complète : 17 rue des Moulins 43000 LE PUY EN VELAY (France)
 Téléphone :

MODALITÉ DE CONSULTATION DE CE DOSSIER

Lieu (dont les possibilités de consultation su rapport dématérialisé) :
 Horaires :
 Contact, si différent du détenteur du dossier :

NUMERO DE RÉFÉRENCE DU RAPPORT DE REPÉRAGE	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIÉTÉ DE L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE	OBJET DU REPÉRAGE
---	--------------------	---	-------------------

19/TAB/3964	04/06/2019	Bouscarle Performance Habitat BOUSCARLE Adrien	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique.
-------------	------------	---	---

2**RAPPORT DE REPÉRAGE**

LISTE DES DIFFÉRENTS REPÉRAGES	NUMERO DU RAPPORT DE REPÉRAGE	LISTE DES LOCAUX VISITÉS	LISTE DES PIÈCES NON VISITÉES
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique.	19/TAB/3964	Rez de jardin - Accès, Rez de jardin - Cage d'escalier, Rez de jardin - SAS, Rez de jardin - Archives, Rez de jardin - Garage, Rez de jardin - Archives 2, Rez de jardin - Chaufferie, Rez de jardin - Local électrique, Rez de jardin - Couloir, Rez de jardin - Bureau archive, Rez de jardin - Bureau 1, Rez de jardin - Bureau 2, Rez de jardin - Bureau 3, Rez de jardin - Salle informatique, Rez de jardin - Local technique, Rez de chaussée - SAS 2, Rez de chaussée - Hall accueil, Rez de chaussée - Accueil 1, Rez de chaussée - Trésorerie, Rez de chaussée - Bureau 4, Rez de chaussée - Bureau 5, Rez de chaussée - Bureau 6, Rez de chaussée - Bureau 7, Rez de chaussée - Toilettes 1, Rez de chaussée - Toilettes 2, Rez de chaussée - W.C 1, Rez de chaussée - W.C 2, Rez de chaussée - Réserve, Rez de chaussée - Cage d'escalier 2, Rez de chaussée - Bureau 8, Rez de chaussée - Accueil 2, Rez de chaussée - Guichet, 1er étage - Hall attente, 1er étage - Bureau 9, 1er étage - Archives 3, 1er étage - Bureau 10, 1er étage - Bureau 11, 1er étage - Bureau 12, 1er étage - Bureau 13, 1er étage - Bureau 14, 1er étage - Couloir 2, 1er étage - Toilettes 3, 1er étage - W.C 3, 1er étage - W.C 4, 1er étage - Cage d'escalier 3, 2ème étage - Hall, 2ème étage - Bureau 15, 2ème étage - Bureau 16, 2ème étage - Bureau 17, 2ème étage - Bureau 18, 2ème étage - Bureau 19, 2ème étage - Bureau 20, 2ème étage - Salle Détente, 2ème étage - Couloir 3, 2ème étage - Salle de réunion, 2ème étage - Toilettes 4, 2ème étage - W.C 5, 2ème étage - W.C 6	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique.	19/TAB/3964	Rez de jardin - Accès, Rez de jardin - Cage d'escalier, Rez de jardin - SAS, Rez de jardin - Archives, Rez de jardin - Garage, Rez de jardin - Archives 2, Rez de jardin - Chaufferie, Rez de jardin - Local électrique, Rez de jardin - Couloir, Rez de jardin - Bureau archive, Rez de jardin - Bureau 1, Rez de jardin - Bureau 2, Rez de jardin - Bureau 3, Rez de jardin - Salle informatique, Rez de jardin - Local technique, Rez de chaussée - SAS 2, Rez de chaussée - Hall accueil, Rez de chaussée - Accueil 1, Rez de chaussée - Trésorerie, Rez de chaussée - Bureau 4, Rez de chaussée - Bureau 5, Rez de chaussée - Bureau 6, Rez de chaussée - Bureau 7, Rez de	Néant

		chaussée - Toiletttes 1, Rez de chaussée - Toiletttes 2, Rez de chaussée - W.C 1, Rez de chaussée - W.C 2, Rez de chaussée - Réserve, Rez de chaussée - Cage d'escalier 2, Rez de chaussée - Bureau 8, Rez de chaussée - Accueil 2, Rez de chaussée - Guichet, 1er étage - Hall attente, 1er étage - Bureau 9, 1er étage - Archives 3, 1er étage - Bureau 10, 1er étage - Bureau 11, 1er étage - Bureau 12, 1er étage - Bureau 13, 1er étage - Bureau 14, 1er étage - Couloir 2, 1er étage - Toiletttes 3, 1er étage - W.C 3, 1er étage - W.C 4, 1er étage - Cage d'escalier 3, 2ème étage - Hall, 2ème étage - Bureau 15, 2ème étage - Bureau 16, 2ème étage - Bureau 17, 2ème étage - Bureau 18, 2ème étage - Bureau 19, 2ème étage - Bureau 20, 2ème étage - Salle Détente, 2ème étage - Couloir 3, 2ème étage - Salle de réunion, 2ème étage - Toiletttes 4, 2ème étage - W.C 5, 2ème étage - W.C 6	
Autres repérages (préciser) :			

3

LISTE DES LOCAUX AYANT DONNÉS LIEU AU REPÉRAGE

Rez de jardin - Accès,
 Rez de jardin - Cage d'escalier,
 Rez de jardin - SAS,
 Rez de jardin - Archives,
 Rez de jardin - Garage,
 Rez de jardin - Archives 2,
 Rez de jardin - Chaufferie,
 Rez de jardin - Local électrique,
 Rez de jardin - Couloir,
 Rez de jardin - Bureau archive,
 Rez de jardin - Bureau 1,
 Rez de jardin - Bureau 2,
 Rez de jardin - Bureau 3,
 Rez de jardin - Salle informatique,
 Rez de jardin - Local technique,
 Rez de chaussée - SAS 2,
 Rez de chaussée - Hall accueil,
 Rez de chaussée - Accueil 1,
 Rez de chaussée - Trésorerie,
 Rez de chaussée - Bureau 4,
 Rez de chaussée - Bureau 5,
 Rez de chaussée - Bureau 6,
 Rez de chaussée - Bureau 7,
 Rez de chaussée - Toiletttes 1,
 Rez de chaussée - Toiletttes 2,
 Rez de chaussée - W.C 1,
 Rez de chaussée - W.C 2,
 Rez de chaussée - Réserve,

Rez de chaussée - Bureau 8,
 Rez de chaussée - Accueil 2,
 Rez de chaussée - Guichet,
 1er étage - Hall attente,
 1er étage - Bureau 9,
 1er étage - Archives 3,
 1er étage - Bureau 10,
 1er étage - Bureau 11,
 1er étage - Bureau 12,
 1er étage - Bureau 13,
 1er étage - Bureau 14,
 1er étage - Couloir 2,
 1er étage - Toiletttes 3,
 1er étage - W.C 3,
 1er étage - W.C 4,
 1er étage - Cage d'escalier 3,
 2ème étage - Hall,
 2ème étage - Bureau 15,
 2ème étage - Bureau 16,
 2ème étage - Bureau 17,
 2ème étage - Bureau 18,
 2ème étage - Bureau 19,
 2ème étage - Bureau 20,
 2ème étage - Salle Détente,
 2ème étage - Couloir 3,
 2ème étage - Salle de réunion,
 2ème étage - Toiletttes 4,
 2ème étage - W.C 5,

Rez de chaussée - Cage d'escalier 2,

2ème étage - W.C 6

4

IDENTIFICATION DES MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

4.1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE LA VISITE	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAUX OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION ¹	MESURES OBLIGATOIRES ASSOCIÉES (évaluation périodique, mesure d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)
Néant	-	-			

¹ Matériaux liste A : l'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application de grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

4.2 – Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE LA VISITE	TYPE DE REPÉRAGE	MATÉRIAUX OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION ²	MESURES préconisées par l'opérateur
Néant	-	-			

² Matériaux liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage.

dPRO
 EXPERTISE & DIAGNOSTIC IMMOBILIER

5 LES ÉVALUATIONS PÉRIODIQUES

5.1 – Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante *

DATE DE LA VISITE	MATÉRIAUX OU PRODUIT CONCERNÉ	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT	OBLIGATIONS

* L'évaluation périodique de l'état de conservation est effectuée tous les trois ans. Pour l'état intermédiaire de dégradation, des mesures d'empoussièrement sont réalisées.

5.2 – Évaluation obligatoire des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

DATE DE LA VISITE	MATÉRIAUX OU PRODUIT CONCERNÉ	LOCALISATION PRÉCISE	ÉTAT DE CONSERVATION	MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT	OBLIGATIONS

6 TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES

6.1 – Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATÉRIAUX OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	DATE DES TRAVAUX DE MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	INDIQUER LES RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT (art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

6.2 – Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATÉRIAUX OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	DATE DES TRAVAUX DE MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	INDIQUER LES RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT (art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

6.3 – Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

MATÉRIAUX OU PRODUIT	LOCALISATION PRÉCISE	NATURE DES TRAVAUX OU DES MESURES CONSERVATOIRES	DATE DES TRAVAUX DE MESURES CONSERVATOIRES	ENTREPRISES INTERVENANTES	INDIQUER LES RÉSULTATS DE L'EXAMEN VISUEL ET DES MESURES D'EMPOUSSIÈREMENT (art. R. 1334-29-3 du code de la santé publique)

7

LES RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoissièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets, de toute nature, susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Tracabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

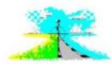
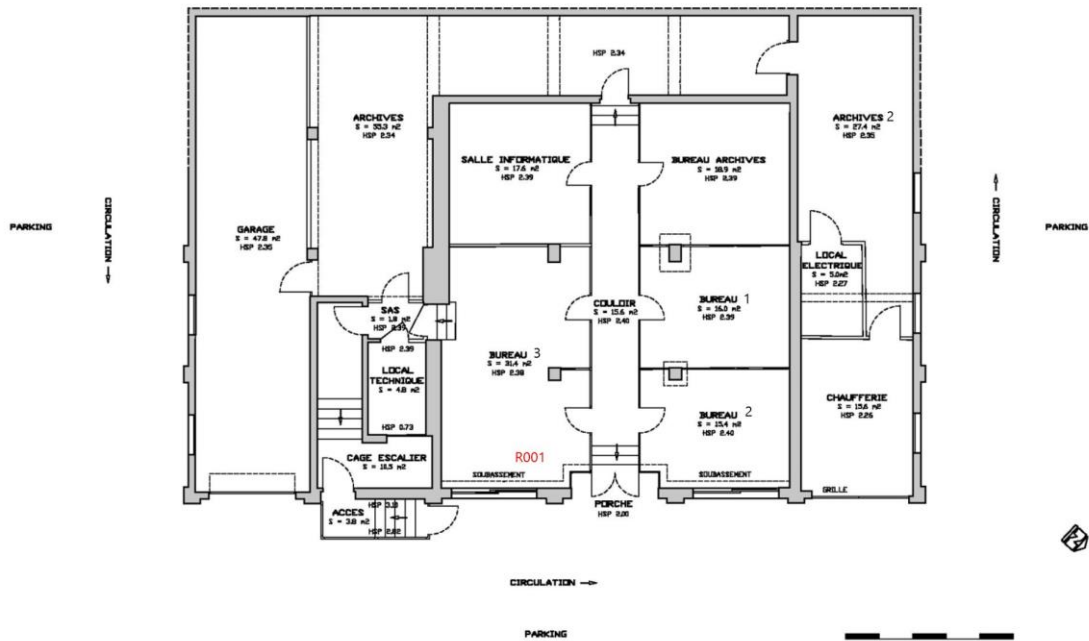
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8

PLANS ET/OU PHOTOS ET/OU CROQUIS

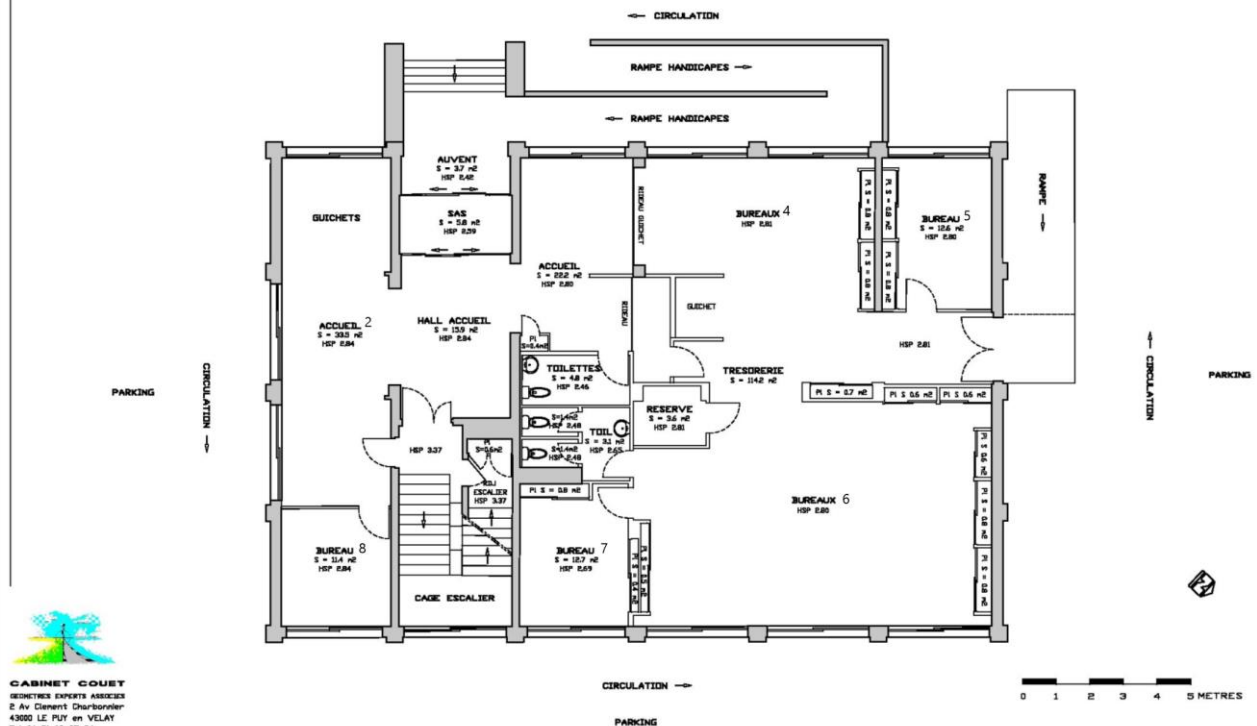
DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
 REZ DE JARDIN
 ECHELLE 1/100



CABINET COUËT
 BUREAUX EXPERTS ASSOCIES
 2, Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 98
 E-Mail : lepuycouet@couet-expert.fr
 SIÈGE SOCIAL 25 Allée des SOUPÈRES 48000 MENDE

JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE
HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE
REZ DE CHAUSSEE
 ECHELLE 1/100



CABINET COUET
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 36
 E-Mail : lepuycouet@geometres-experts.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 46000 MENDE

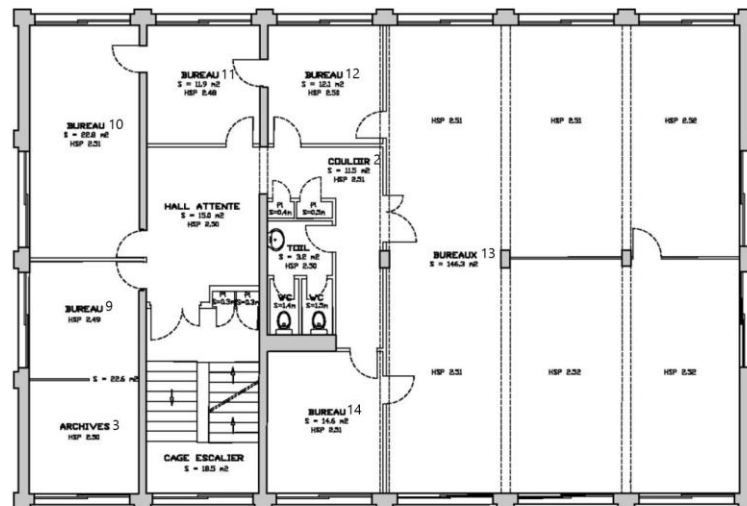
JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE

HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE

ETAGE 1

ECHELLE 1/100



CABINET COUËT
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 38
 E-Mail : lepuycouet@geometre-expert.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 48000 MENDE

0 1 2 3 4 5 METRES

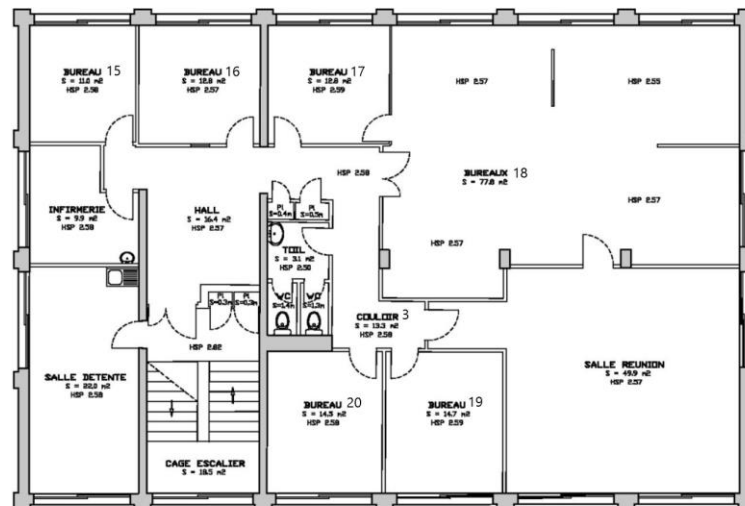
 JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

DEPARTEMENT DE LA HAUTE LOIRE
 COMMUNE DE BRIOUDE

HOTEL DES IMPOTS DE BRIOUDE

ETAGE 2













ECHELLE 1/100


CABINET COUËT
 GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES
 2 Av. Clément Charbonnier
 43000 LE PUY EN VELAY
 Tél. 04 71 02 87 94
 Fax 04 71 02 87 36
 E-Mail : lepuycouet@geometre-expert.fr
 SIEGE SOCIAL 20 Allée des SOUPIERS 48000 MENDE

0 1 2 3 4 5 METRES


 JUILLET 2010
 DOSSIER D4755P

Légende

	Conduit en fibro-ciment contenant de l'amiante.		Dalles de sol contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante.
	Conduit autre que fibro-ciment.		Carrelage.
	Brides.		Colle de revêtement susceptible de contenir de l'amiante.
	Dépôt de Matériaux ou Produits Susceptibles de contenir de l'Amiante.		Dalles de faux-plafond contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante.
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste.		Toiture en fibro-ciment contenant de l'amiante.
	Présence d'amiante.		Toiture en matériaux composites.

Nom du propriétaire :
DDFIP HAUTE LOIRE
 Adresse du bien :
9 avenue Léon Blum
43100
BRIOUDE (France)

Photos

	<p>Photo n° PhA001</p> <p>Localisation : Rez de jardin - Local électrique; Rez de jardin - Couloir; Rez de jardin - Bureau archive; Rez de jardin - Bureau 1; Rez de jardin - Bureau 2; Rez de jardin - Bureau 3; Rez de jardin - Salle informatique; Rez de chaussée - Trésorerie; Rez de chaussée - Bureau 4; Rez de chaussée - Bureau 5; Rez de chaussée - Bureau 6; Rez de chaussée - Bureau 7; Rez de chaussée - Réserve; Rez de chaussée - Bureau 8; 1er étage - Hall attente; 1er étage - Bureau 9; 1er étage - Archives 3; 1er étage - Bureau 10; 1er étage - Bureau 11; 1er étage - Bureau 12; 1er étage - Bureau 13; 1er étage - Bureau 14; 1er étage - Couloir 2; 2ème étage - Hall; 2ème étage - Bureau 15; 2ème étage - Bureau 16; 2ème étage - Bureau 17; 2ème étage - Bureau 18; 2ème étage - Bureau 19; 2ème étage - Bureau 20; 2ème étage - Salle Détente; 2ème étage - Couloir 3</p> <p>Ouvrage : 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds</p> <p>Partie d'ouvrage : Panneau et plaque</p> <p>Description : Panneau et plaque</p> <p>Localisation sur croquis : 001</p>
---	--

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés QBE Europe SA/NV – Cœur Défense – Tour A - 110, Esplanade du Général de Gaulle – 92931 La Défense Cedex, succursale de QBE Europe SA/NV dont le siège social est Boulevard du Régent 37, BE 1000, Brussels, attestons que :

BOUSCARLE PERFORMANCE HABITAT
SIREN N° 752836874
17 rue des Bleuets 26200 MONTELIMAR

a souscrit auprès de notre compagnie :

- un contrat d'assurance de RC Professionnelle / RC Exploitation sous le n° **031 0004934**
- à effet du **27/02/2015**
- période de validité de la présente attestation : **du 01/01/2019 au 31/12/2019**

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de ses activités professionnelles suivantes :

➤ Expertises et diagnostics immobiliers :

- Diagnostics amiante avant vente, avant travaux ou démolition :
 - recherche d'amiante dans les enrobés
 - contrôle visuel après travaux de désamiantage.
 - *Evaluation périodique et état de conservation des matériaux amiantés*
 - *Rédaction et mise à jour des DTA et DAPP*
 - *Recherche d'amiante dans les enrobés*
 - *Contrôle visuel après travaux de désamiantage*
- Diagnostics plomb avant vente, avant travaux ou démolition,
- Analyse de la teneur en plomb dans l'eau potable,
- Diagnostics Radon,
- Diagnostics électricité,
- Diagnostics gaz,
- Diagnostics air intérieur,
- Etat des Servitudes Risques et d'Information sur les Sols (ESRIS)
- Contrôle piscine,
- Diagnostics de performance énergétique habitation, tertiaire, commerce,
- Diagnostics assainissement individuel ou collectif,
- Accessibilité Handicapé ERP et IOP existants,

- Diagnostics sécurité incendie,
- Diagnostique Technique Global (DTG),
- Certificat des travaux de réhabilitation et investissement locatif dans le neuf et l'ancien,
- Certificat de normes et d'habilitation obtention « prêt à taux zéro »,
- Diagnostics relatifs aux déchets issus de la démolition de bâtiments (art. R111-43 et suivants du code de la construction et de l'habitation),
- Etats des lieux locatifs,
- Etats parasites,
- Millième de copropriété,
- Valeur vénale,
- Loi Carrez,
- Vente et installation de détecteur de fumée munis du marquage CE et conforme à la norme NF EN 14604 et à l'exclusion de tout détecteur utilisant l'ionisation,
- Tests d'infiltrométrie.
- Diagnostics pollution de sol dans le cadre de la vente.
- Études thermiques développement durable.

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur et ne saurait l'engager en dehors des termes et limites précisés dans les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère

Fait à Lyon le 4 Janvier 2019

<p>QBE Insurance (Europe) Limited Direction Régionale Grand Sud-Est 1 boulevard Vivier Merle 69443 LYON CEDEX 03 Gestion des polices : 04 26 83 82 76</p>	
--	---



LES GARANTIES SONT ACCORDEES A CONCURRENCE DES MONTANTS DE GARANTIES SUIVANTS :

L'engagement de l'Assureur ne peut dépasser, tous dommages confondus au titre de l'ensemble des garanties
Responsabilité Civile 6 000 000 euros pour l'ensemble de l'Année d'assurance

INTITULE GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE
<u>RC EXPLOITATION</u> Tous dommages confondus Dont 1. <i>Dommages corporels</i> 1.1 Dont recours en faute inexcusable 2. <i>Dommages matériels et immatériels consécutifs</i> 3. <i>Vol par préposés</i> 4. <i>Dommages immatériels non consécutifs</i> 5. <i>Atteintes à l'environnement</i>	 6,000,000 € par <i>Année d'assurance</i> 6,000,000 € par <i>Sinistre</i> 1,000,000 € par <i>Année d'assurance</i> 750 000 € par <i>Sinistre</i> 15,000 € par <i>Sinistre</i> 150,000 € par <i>Sinistre</i> 400,000 € par <i>Année d'assurance</i>
<u>RC PROFESSIONNELLE ET APRES LIVRAISON</u> Tous dommages confondus	 500,000 € par <i>Année d'assurance</i> 300,000 € par <i>Sinistre</i>
<u>ASSURANCE DES ARCHIVES</u>	 30,000 € par <i>Sinistre</i>

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à

Monsieur Adrien BOUSCARLE

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	13/07/2017	12/07/2022
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	27/07/2017	12/07/2022
Electricité	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification	03/08/2017	02/08/2022
Gaz	Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification	03/08/2017	02/08/2022
Plomb sans mention	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification	03/08/2017	02/08/2022

Date : 27/07/2017

Numéro de certificat : 8053175

Jacques MATILLON - Directeur Général

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diag

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

cofrac



**CERTIFICATION
DE PERSONNES**

ACCREDITATION
N°4-0087

Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr





Certificat de compétences Diagnosticqueur Immobilier

N° CPDI 4055 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BESTION Loïc

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics Immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante	Repérage et diagnostic amiante dans les Immeubles bâtis Date d'effet : 29/08/2016 - Date d'expiration : 28/08/2021
DPE Individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE Individuel Date d'effet : 27/09/2016 - Date d'expiration : 26/09/2021
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 27/09/2016 - Date d'expiration : 26/09/2021
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 19/10/2016 - Date d'expiration : 18/10/2021
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 19/10/2016 - Date d'expiration : 18/10/2021

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 20/10/2016.

Arrêté du 6 avril 2007 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz modifié par les arrêtés du 15/12/2009 et du 15/12/2011. Arrêté du 16 octobre 2006 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique modifié par les arrêtés du 09/12/2009 et du 13/12/2011. Arrêté du 10 octobre 2006 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de toxines dans le bâtiment modifié par les arrêtés du 14/12/2009, du 27/12/2011 et du 14/02/2012. Arrêté du 21 novembre 2006 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis. Arrêté du 21 novembre 2006 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation modifié par l'arrêté du 07/12/2011. Arrêté du 8 juillet 2008 déléguant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité modifié par les arrêtés du 10/12/2009 et du 02/12/2011.



Certification de personnes
Diagnosticqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR11 rév 11